

de ses bêtes, à ses yeux, a son individualité propre. Si c'était sur ma ferme que se produisait une tragédie comme celles qui éprouvent certains cultivateurs, je suis persuadé qu'il me serait difficile d'en être le témoin. Je sympathise de tout mon cœur avec ces hommes, ces femmes et ces enfants qui perdent leur animaux. Ils retrouveront peut-être plus tard une bonne race de bestiaux; mais ils savent bien, en ce moment, que les qualités particulières de leurs vaches à lait et de leurs animaux de boucherie ne se transmettront pas à un autre troupeau.

Les interdictions des provinces sont, à mon avis, fort extraordinaires et peut-être même peu raisonnables. La Saskatchewan et l'Alberta sont les grandes régions productrices de viande du Canada; j'ai conseillé à mes confrères, les éleveurs de l'Ouest, de ne pas se laisser gagner par la panique et de ne pas vendre leur bétail à tort et à travers. J'estime que nous n'aurons pas trop de viande pour satisfaire la demande. De fait, récemment nous avons importé de nombreuses wagonnées de bœuf en provenance des États-Unis, pour combattre notre pénurie de bœuf canadien; et, sauf erreur, il y a à l'heure actuelle des navires qui cinglent à destination du Canada chargés de plusieurs milliers de tonnes de viande néo-zélandaise. N'oublions pas, d'autre part, que le Canada avait plus de moutons alors que sa population était deux fois moins nombreuse qu'aujourd'hui. Il est clair que les éleveurs de bétail se sont laissés distancer par l'accroissement de notre population.

La région qui sépare celle où j'habite de celle où s'est déclarée l'épidémie, a une superficie égale à celle de certains pays européens. J'ai été frappé par le volume des expéditions opérées dans les parcs à bestiaux de Lloydminster et de Battleford. L'Alberta possède également de vastes parcs à bestiaux et des abattoirs importants. Il semble évident qu'on pourrait inspecter le bétail et l'expédier par la ligne septentrionale du National-Canadien; on éviterait ainsi de s'approcher à moins de 200 milles de la région infectée. Toutefois, à tous les éleveurs de ma région, je conseille de garder leur bétail et de combattre la panique. Notre secteur est fortuné, car nous avons une abondance de fourrages et l'univers peut consommer toute la viande que nous produisons.

Une des conséquences absurdes de l'épidémie est l'annonce parue dans les journaux, d'après laquelle nous allons restreindre l'immigration ou interdire l'entrée du pays aux ouvriers agricoles venant de certaines régions. Il suffirait de désinfecter la personne

et les vêtements de chaque émigrant venant d'une zone infectée. Ainsi, nous nous préserverions de tout danger d'épidémie.

L'honorable M. Euler: Bravo!

L'honorable M. Horner: Nous n'avons pas entendu parler des résultats de l'analyse à laquelle on a soumis les vêtements d'un immigrant qui venait, je crois bien, d'une région où la maladie sévit. Tout au début, une rumeur laissait entendre que les microbes avaient été malicieusement introduits au Canada. De fait, par une curieuse coïncidence, au moment même où l'épidémie se déclara, les communistes avaient accusé les armées des Nations Unies en Corée de se livrer à la guerre microbienne. C'est une véritable hantise dont les communistes semblent être victimes.

A ce propos, il y aurait lieu d'étudier la question de l'examen qu'on fait subir aux personnes qui désirent émigrer au Canada. J'ai déjà parlé de la situation grave que cette maladie crée pour ma province. Si l'on permet aux autres provinces de déclarer l'embargo, alors je devrai conseiller à notre gouvernement provincial de s'efforcer d'obtenir la haute main sur l'entrée en Saskatchewan des immigrants étrangers. Diverses provinces ont leurs propres commissaires du commerce à l'étranger. La question de la santé aussi bien que du genre d'immigrants qui s'établissent dans nos provinces, on le reconnaît assurément, prime de beaucoup les considérations commerciales. J'estime qu'il serait raisonnable pour les provinces d'exercer une certaine réglementation sur l'immigration. Ayant eu l'occasion de rencontrer certains immigrants qui nous sont venus récemment, j'ai constaté que, trop souvent, leur attitude laisse à désirer: le communisme ne leur déplaît guère. Voilà sûrement un indice d'une lacune dans le soin qu'on apporte à les choisir outre-mer. J'ai toujours préconisé l'entrée au pays de gens qui sont disposés à travailler. Le Canada a en main nombre de programmes importants, soit en perspective, soit en voie d'exécution; aussi avons-nous besoin de nouveaux bras, surtout peut-être dans nos exploitations agricoles. On a donné à entendre qu'il fallait attribuer la fièvre aphteuse qui vient de se déclarer à un immigrant, mais cela ne me semble pas une raison suffisante pour refuser l'entrée au pays des agriculteurs. Si l'on y met le soin voulu, il y a moyen d'éviter le danger.

A mon avis, le Gouvernement devrait renouveler ses efforts en vue d'obtenir au Royaume-Uni un marché pour nos bovidés et nos porcs. Le gouvernement britannique s'est engagé par contrat à acheter de la viande